



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-etape-indispensable>

# Une étape indispensable

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 789 - mai 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 28 octobre 2008

Date de parution : mai 1981

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

NOUS constituons le seul courant de pensée qui offre un programme susceptible de venir à bout de cette crise économique contre laquelle butent toutes nos vedettes politiques. Et alors qu'on a pu noter, au cours de la campagne du premier tour, un remarquable progrès dans le sens de nos thèses, de la part de « petits candidats » de gauche (telle celle du P.S.U., H. Bouchardeau), certains de nos lecteurs nous ont dit être d'accord à ne voter que le jour où un candidat présenterait notre programme... Pour eux, c'est tout, tout de suite, ou rien. Est-ce la meilleure façon de faire avancer les choses dans le sens qui mène à de profonds changements qui sont nécessaires ?

Non, car s'abstenir de choisir entre les deux candidats du second tour, c'est donner à Giscard une possibilité de poursuivre sa politique catastrophique : elle n'a cessé d'aller exactement à l'opposé de tous les progrès qu'il est possible de faire dans le sens qui mène vers l'Economie distributive. Cette volonté de barrer la route à la politique menée par Giscard ne peut pas se laisser ébranler par les promesses électorales du président sortant quand on les compare aux faits. Et pour juger ces faits, il ne saurait y avoir de façon plus objective que de prendre les propres courbes du ministère de l'Economie et du ministère du Budget, que nous reproduisons ci-dessous (1).

[./IMG/789\_production.jpg]

[./IMG/789\_emploi.jpg]

Qu'y lit-on ? Sur la première, que la production industrielle a augmenté. Sur la seconde, que le chômage a augmenté encore plus vite. Voici donc confirmée l'une des bases de nos thèses : la production a de moins en moins besoin du travail humain ; il est désormais possible à l'homme d'être remplacé par la machine. A nous donc de nous organiser pour que cette relève se fasse dans le sens de l'épanouissement humain.

Est-ce là la politique qui a été menée ? Non, car on sait que l'indice des prix à la consommation a plus que doublé (augmentation de 100,7%) en sept ans, soit deux fois plus vite qu'avant le septennat, et que le taux de salaire horaire ouvrier a baissé, comme le montre la troisième courbe.

[./IMG/789\_salaires.jpg]

L'accroissement de la productivité n'a donc pas profité aux travailleurs. Alors à qui ? Une comparaison éloquentes répond à cette question : quand Giscard a été élu, les actifs de deux banques, le Crédit Lyonnais (126 milliards, nouveaux) et la Société Générale (110 milliards) étaient, à eux deux, à peu près équivalents au Budget de la France (259 milliards). A la fin du septennat, le Budget de la France, compte tenu de l'inflation, est passé à 536 milliards, il a donc à peu près doublé. Et les actifs des deux banques ? Eux, ils ont plus que triplé ! Ils atteignent 800 milliards ! Est-ce nécessaire de faire un dessin ? Si oui, il faudrait représenter tout l'argent que les banques cachent au fisc parce qu'elles sont autorisées à garder des milliards « en réserve pour couvrir les risques d'impayés » ; elles conservent ainsi plus que ce qu'elles déclarent. Faites-en autant, vous verrez ce qui vous arrivera. Et le comble, c'est que ces provisions pour risques sont d'autant moins justifiées que lorsqu'une banque « accorde » un prêt à une entreprise, elle prend des gages et en cas de faillite de son client, elle est servie avant les créanciers ! C'est là la liberté que déclament les banques !

Tandis que dans le même temps augmentait le nombre des pauvres qui constituent le quart monde des sans ressources, et que le nombre de faillites atteignait un chiffre record. Quelle liberté pour eux ?

Tout ceci n'est pas inévitable, même dans le régime des « prix-salaires-profits ». A la loi du marché s'ajoute un choix politique, qui sous Giscard était celui de son Premier ministre, Chirac, puis Barre. Ce choix politique de la droite se trouve très clairement exprimé dans le traité d'Economie politique publié par le Professeur Barre. Il s'agit vraiment pour lui de favoriser les plus forts au mépris des plus

## Une étape indispensable

faibles, et tant pis pour les « canards boiteux ». La droite accorde des subventions aux grosses entreprises compétitives et verse une aumône, quand elle ne peut plus l'éviter pour son image de marque, aux vieux travailleurs ou aux agriculteurs, la veille des élections... Les Français seront-ils encore longtemps dupes, parce que Giscard parle bien ? Ne voient-ils pas avec quelle malhonnêteté il a usé du mandat qui lui était confié pour placer les membres de sa famille en des situations qui leur rapportent indûment de belles fortunes ? Ne sait-on pas que sa politique africaine était surtout destinée à protéger le marché de l'uranium qui rapporte aux petits cousins ? Et si on a oublié que sans le « Canard Enchaîné » tout le monde ignorerait les cadeaux qu'il a reçus, on ne peut que condamner ses complaisances intéressées (à nos frais) pour un individu tel que Bokassa. Est-il possible de laisser pendant sept ans de plus la droite nous mener vers le fascisme, imposant une politique économique aberrante, injuste, dégradante et d'autant plus stupide que les moyens existent d'en poursuivre une toute autre ?

\*\*\*

Notre vote pour Mitterrand est destiné d'abord à arrêter le massacre, en mettant fin à l'emprise des « hommes de Giscard » sur tous les rouages de notre société. Le mépris du président sortant pour la démocratie s'est d'abord manifesté par un usage abusif de tous les pouvoirs : du pouvoir législatif par l'utilisation du système du vote bloqué, du pouvoir exécutif en contraignant les ministres à se soumettre à sa volonté ou à se démettre (comme l'a fait Chirac), du pouvoir de justice, en donnant des directives aux juges, contraints d'obéir sous peine d'être limogés. Puis sa mainmise s'est étendue aux différents niveaux des administrations par la nomination de ses faveurs d'abord aux plus hauts postes, puis de plus en plus bas dans la hiérarchie : il a ainsi soumis l'information, qui met l'opinion publique sous condition (on a pu voir avec quelle servilité les présentateurs de télévision traitaient le candidat Giscard), et impulsé dans l'enseignement une orientation qui méprise tous les efforts de réflexion et renforce la sélection par l'argent.

Notre choix est un refus de voir se poursuivre la remise en cause de tous les progrès qui semblaient acquis, tant sur le plan social que sur le plan de l'éducation.

Nos propositions sont destinées à ce que dans les décisions économiques, la recherche d'un profit pour quelques-uns, cède le pas à la satisfaction des besoins exprimés par tous. Comment pourrions-nous approuver une politique qui n'a cessé de remettre en cause le service public (je pense à tous les marchés qu'E.D.F., ou les P.T.T. par exemple, passent à des sociétés privées, lorsqu'il s'agit de marchés « rentables ») ? L'exemple le plus frappant à propos des choix économiques et de leur motivation sous Giscard est certainement celui du « Tout Nucléaire » : la décision ne fut prise ni par les usagers, ni par leurs députés. Elle le fut par un groupe de pression constitué des représentants des entreprises privées qui allaient être chargées de son exécution ! Après quoi la police est envoyée pour faire taire ceux qui protestent d'un tel choix !

Nous n'avons cessé de dénoncer la course aux armements et le marché des armes. Comment pourrions-nous approuver une politique qui a fait de la France le premier marchand d'armes par habitant ? Nous ne pouvons soutenir un président qui a décidé seul de neuf interventions militaires dans le monde pendant son septennat !

Nous disons que le travail doit être réparti entre tous de façon à ce que tous profitent des progrès techniques qui peuvent soulager leur peine. Comment pourrions-nous aider à prolonger la politique économique d'un Barre qui déclare en haussant les épaules que la proposition de réduction à 35 heures de la semaine de travail est une absurdité qui déclenche l'hilarité ?

\*\*\*

A l'opposé de la politique poursuivie par Giscard (malgré ses brillantes déclarations), la gauche, et F. Mitterrand est le seul en mesure de l'emporter, propose un espoir.

## Une étape indispensable

---

Certes, elle ne programme pas l'économie des besoins pour demain. Mais s'imagine-t-on qu'un gouvernement, élu dans les conditions actuelles, pourrait par décret, changer tout ce qui a besoin de l'être après tant d'années de pouvoir conservateur ? Les changements se font sous la pression de l'opinion. Il faut donc d'abord libérer l'information et développer la démocratie de base. A ce point de vue, la gauche ne peut pas faire pire que la droite.

Et puis la gauche a parlé de « rompre le lien entre l'Etat et l'oligarchie financière ». Elle s'est prononcée, sans hausser les épaules, pour une réduction de la semaine de travail, pour une politique d'embauche dans les services publics, d'investissements dans le domaine des équipements collectifs, de démocratisation véritable de l'enseignement, pour une autre politique pour l'Université, pour le développement des recherches d'énergies renouvelables, pour la régionalisation et la libération des initiatives locales. Dans un rapport sur sa politique en matière de logement on a même pu lire : « La question fondamentale est de savoir si le logement est et restera un objet de consommation liée à une économie de marché... ou bien ne doit-on pas rechercher les bases d'un droit réel au logement et, pour cela, envisager d'autres modes de production ? »

Alors, peut-on faire le procès de la gauche sans lui avoir donné la possibilité de réaliser la politique qu'elle annonce ?

Votons massivement pour le candidat de la gauche car refuser l'alternance c'est reculer la mise en place de l'Economie Distributive en faisant le lit du fascisme.

(1) Notes Bleues « indicateurs pour la France ». Supplément au n° 1719 de Problèmes Economiques du 15 avril 1981.